



Les Matinées de Profession Banlieue

Vendredi 18 décembre 2020 de 9h30 à 12h00 en visioconférence

Discriminations, territoires et politique de la ville

La crise sanitaire, en mettant en lumière de manière inédite les inégalités sociales, économiques et territoriales n'a fait que renforcer les sentiments de stigmatisation et d'exclusion auxquels font face les habitant-es des quartiers populaires. Elle a également alimenté les représentations portées par les habitant-es, de leur propre territoire, comme espace de relégation.

Par ailleurs, alors que depuis la loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale - dite loi Lamy - du 21 février 2014, la lutte contre les discriminations est intégrée aux champs urbain, social et économique de la politique de la ville, le Défenseur des droits, dans son rapport « Discriminations et origines : l'urgence d'agir », publié en 2020, recommande que cette dernière sorte désormais du giron de la politique de la ville. Cet argument est largement appuyé par l'analyse des députés R. Kokouendo et F. Cornut-Gentille, dans leur rapport sur l'évaluation de l'action de l'État dans l'exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis, rendant compte des effets involontaires des politiques spécifiques ou prioritaires, définies alors comme des politiques discriminantes, qui tendent à stigmatiser le territoire et aboutissent à en aggraver les difficultés.

Dans le contexte actuel, alors que la lutte contre les discriminations est plus que jamais au cœur du débat public, ces deux constats nous ont poussé à proposer un temps de réflexion et d'échange pour prendre du recul sur ce sujet.

Il s'agira ainsi dans un premier temps de faire un état des lieux de ce que représentent les discriminations en Seine-Saint-Denis (dans la loi, sur le territoire et dans les pratiques professionnelles) et leur prise en compte dans les politiques départementales.

Quels outils de connaissance et de mesure des discriminations sont développés dans le cadre de l'action publique pour objectiver et accompagner ces réalités sociales en Seine-Saint-Denis ? Quels outils les professionnel-es ont-ils à disposition pour accompagner l'évolution de leurs pratiques ?

Au-delà de ces constats nous tenterons également d'interroger les spécificités des territoires prioritaires face aux discriminations, des questions de ségrégation aux enjeux d'intégration.

Intervenant.es :

Jérémy Robine, docteur en géopolitique et maître de conférences à l'Institut Français de Géopolitique (IFG) rattaché à l'Université Paris-8

Présentation des résultats du baromètre des discriminations perçues et vécues par les séquano-dyonisien-nés, publié par le Département de la Seine-Saint-Denis en juillet 2020, et des orientations mises en œuvre par l'institution en matière de lutte contre les discriminations

Lara Bakech, Mission Égalité-Diversité, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

« Discriminations et origines : l'urgence d'agir », retour sur les recommandations formulées par le Défenseur des droits dans son rapport envers l'action publique

Sophie Pisk, Cheffe de pôle régional du Défenseur des droits